

**Changements de valeurs et
nouveaux clivages politiques en Suisse**

Collection Logiques Politiques
dirigée par Pierre Muller

Dernières parutions

Valérie AMIRAUX, *Acteurs de l'Islam entre Allemagne et Turquie*, 2001.

Joseph LAROCHE, *La loyauté dans les relations internationales*, 2001.

Mario PEDRETTI, *La figure du désobéissant en politique*, 2001.

Michel-Alexis MONTANÉ, *Leadership politique et territoire*, 2001.

Sous la direction de Anne Muxel et Marlaine Cacouault, *Les Jeunes d'Europe du Sud et la politique. Une enquête comparative France, Espagne, Italie*, 2001.

François BARAIZE, *L'invention politique de l'agglomération*, 2001.

Pierre BOUTAN, *Enseigner la Région*, 2001.

Lorena PARINI (dir.), *Etats et mondialisation : stratégies et rôles*, 2001.

Claudie BAUDINO, *Politique de la langue et différence sexuelle*, 2001.

Françoise DAUCE, *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, 2001.

Guy GROUX, *L'action publique négociée*, 2001.

Nathalie MARTIN-PAPINEAU, *Les familles monoparentales*, 2001.

Textes réunis et présentés par Jean-François BARÉ, *L'évaluation des politiques de développement – approches pluridisciplinaires*, 2001.

D. ANDOLFATTO, F. GREFFET, L. OLIVIER, *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, 2001.

YACINE Jean-Luc, *La gestion sociale chez Saint-Simon*, 2001.

Patrick NERHOT, *Questions phénoménologiques*, suivies de *Lectures freudiennes*, 2001.

Philippe HAMMAN, Jean-Mathieu MEON et Benoît VERRIER (dirs.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, 2001.

Emmanuel NEGRIER (dir.), *Patrimoine culturel et décentralisation : une étude en Languedoc-Roussillon*, 2002.

Laure DELCOUR, *La politique de l'Union européenne en Russie (1990-2000)*, 2002.

Simon HUG et Pascal SCIARINI
(sous la direction de)

**Changements de valeurs et
nouveaux clivages politiques en Suisse**

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan
Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan
Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

Sommaire

Avant-propos	9
Introduction Simon Hug et Pascal Sciarini	11
Chapitre 1: L'opposition ouverture-traditions Matthias Brunner et Pascal Sciarini	29
Chapitre 2: Le postmatérialisme Léa Sgier	95
Chapitre 3: Le nouvel individualisme Matthias Brunner et Léa Sgier	135
Chapitre 4: L'opposition centre-périphérie Pascal Sciarini	179
Chapitre 5: Clivages et identification partisane Simon Hug et Alexandre H. Trechsel	207
Chapitre 6: La mobilisation des clivages lors des votations populaires Thomas Christin, Simon Hug et Pascal Sciarini	237
Chapitre 7: Générations et changements de valeurs Matthias Brunner	269
Conclusion Simon Hug et Pascal Sciarini	299

Avant-propos

Ce livre est le fruit d'une recherche collective conduite entre 1996 et 1998 au Département de science politique de l'Université de Genève, sur un mandat du Fonds national pour la recherche scientifique (FNRS). Il se base pour l'essentiel sur une enquête d'opinion réalisée au début de l'été 1996 par l'Institut de recherche GfS auprès d'un échantillon représentatif de la population suisse possédant le droit de vote. Bien que centré sur la Suisse, cet ouvrage devrait intéresser un public plus large, en raison du caractère transnational des problématiques soulevées et de l'ouverture comparative adoptée dans chaque chapitre, ouverture rendue possible par notre insertion dans un projet de recherche international, le *World Values Survey* (<http://wvs.isr.umich.edu/>). Le questionnaire employé dans l'enquête suisse est disponible sur le site web <http://uts.cc.utexas.edu/~simonhug/wvvs/>.

Si nous avions su au départ que nous rencontrerions de telles difficultés à réunir certaines des contributions présentées dans cet ouvrage, nous ne nous serions peut-être pas lancés dans cette aventure. Fort heureusement pour nous, les changements de *valeurs* et la recomposition des *clivages politiques*, objets d'études de ce livre, ne se produisent pas du jour au lendemain mais sont, bien au contraire, le produit de transformations lentes et graduelles, ce qui garantit l'actualité de nos analyses.

Plusieurs chapitres ont fait l'objet d'une présentation dans diverses enceintes, comme le Congrès annuel de l'Association suisse de science politique, le colloque de recherche du Département de science politique de l'Université de Genève et l'école doctorale en science politique. Nous tenons à remercier les nombreux collègues et étudiants qui nous ont fait bénéficier de leurs remarques et critiques. Nos remerciements vont également au FNRS pour son soutien financier (subside 1214-045398.95), à Eugène Horber, requérant principal pour la recherche FNRS, et à Anne Dupont et Caroline Brodard, qui ont contribué à la mise en forme finale du manuscrit.

Lausanne et Austin (Texas), décembre 2001.

Introduction

Simon Hug et Pascal Sciarini

Introduction

La Suisse, comme la plupart des pays industrialisés, a été marquée dès les années 60 et 70 par une accélération du processus de changement social et politique. A la grande stabilité politique qui a accompagné le formidable développement économique de la période des "trente glorieuses", a succédé une période nettement plus agitée dans la politique suisse en général, et en ce qui concerne les rapports des citoyens et citoyennes à la politique, en particulier. Déclin de la participation politique conventionnelle et augmentation de la participation politique non-conventionnelle, recul de l'attachement aux partis politiques et de la confiance accordée aux autorités, émergence de nouvelles préoccupations politiques, en particulier en matière d'écologie, sont autant d'exemples de changements enregistrés à partir des années 60. Phénomène plus récent, mais non moins significatif, l'approfondissement du processus de globalisation et "d'européanisation" semble devoir contribuer à la restructuration des paysages politiques nationaux et des lignes de conflit internes.

Cet ouvrage s'intéresse à la manière dont ces changements se manifestent au niveau des individus et aux conséquences de ces changements dans l'arène politique. L'objectif poursuivi dans ce livre est donc double: d'une part, étudier les changements de valeurs à l'œuvre dans la société suisse; d'autre part, déterminer si, et dans quelle mesure, ces changements de valeurs sont susceptibles de conduire à l'affirmation de nouveaux clivages politiques en Suisse. Précisons d'emblée que ce double objectif ne sera pas poursuivi sans regarder au-delà des frontières nationales: la comparaison du cas de la Suisse avec celui des autres pays occidentaux fait partie intégrale de cet ouvrage; une telle

démarche est indispensable pour situer les phénomènes de changements de valeurs et de développement des nouveaux clivages dans leur contexte et, le cas échéant, pour identifier les éventuelles spécificités helvétiques.

L'identification des nouveaux clivages politiques qui pourraient venir concurrencer, voire supplanter, les clivages politiques traditionnels, intéresse de longue date les politologues. En réponse à l'affaiblissement des clivages politiques classiques, de nombreuses tentatives ont ainsi été faites pour identifier de "nouveaux" clivages. Une première mouvance s'est intéressée au processus de changements de valeurs accompagnant l'émergence de la contre-culture aux États-Unis et des nouveaux mouvements sociaux et partis politiques (en particulier écologistes) en Europe occidentale, ce que d'aucuns ont nommé la "nouvelle politique".

Avec sa théorie sur le postmatérialisme, Ronald Inglehart (1977, 1990) peut être considéré à la fois comme le principal précurseur et comme le théoricien le plus célèbre des changements de valeurs. Inglehart a, en effet, été le premier à offrir une théorie complète et cohérente des tenants et aboutissants du processus de changements de valeurs. Selon son hypothèse fondamentale, de nouvelles priorités s'imposeraient graduellement dans les sociétés industrielles avancées. Sous l'effet des mutations structurelles enregistrées dans la période postérieure à la seconde guerre mondiale, on assisterait selon cette hypothèse à une transformation progressive des valeurs de type matérialiste (sécurité physique et matérielle) vers des valeurs dites postmatérialistes (accent sur l'épanouissement personnel, la participation et la qualité de la vie). L'approche postmatérialiste a donné lieu à une abondante littérature, dont une bonne partie s'est attachée à en démontrer les faiblesses et à proposer des conceptualisations alternatives du processus de changements de valeurs.¹

Une seconde catégorie de chercheurs s'est intéressée au processus "d'individualisation" (ou au "nouvel individualisme") et à ses effets sur le rapport des citoyens aux différentes sphères de la vie sociétale: politique, travail, religion, etc. Caractérisé se-

lon certains par le passage d'un système de valeurs hétéronomes (i.e. respectueux de l'ordre moral, social ou religieux) à un système de valeurs autonomes (i.e. subordonné à la volonté, à la raison et aux besoins de l'individu; voir notamment Schweisguth 1995; Ester et al. 1993), selon d'autres par le passage d'un "ethos du devoir" à un "ethos de l'épanouissement personnel" (Lalive d'Épinay 1991), ce "nouveau modèle culturel" (Zoll 1989 et 1992) conduit dans tous les cas à ériger l'individu en finalité suprême. Par analogie avec les observations faites dans le domaine du travail (Lalive d'Épinay et Garcia 1989) ou de la religion (Hervieu-Léger 1987), le nouvel individualisme a surtout été appréhendé, dans le domaine politique, sous l'angle de ses effets sur la culture politique, qui serait de plus en plus éclatée, éclectique et individualiste, et orientée vers la gratification immédiate, le jeu, et l'hédonisme (Gibbins 1989). Nous adoptons une position différente ici, en examinant si, et dans quelle mesure, l'opposition entre valeurs autonomes et hétéronomes corrélative à l'affirmation du nouvel individualisme se matérialise (en un clivage) dans le champ politique.

Enfin, un troisième courant de recherche, plus récent mais vraisemblablement plus en phase avec les défis posés à la société suisse de la fin du 20^e siècle, s'intéresse aux conflits engendrés par les changements structurels qui caractérisent l'environnement international de la Suisse. Globalisation de l'économie, internationalisation de la politique, fin de la guerre froide, intégration européenne, augmentation des flux migratoires sont à l'origine d'un conflit sur l'axe ouverture-fermeture ou modernisation-traditions. Identifié dans une analyse des votations populaires des années 80 portant sur l'armée, le travail ou les étrangers (Sardi et Widmer 1993), omniprésent dans les votes de politique extérieure des années 90 (Kriesi et al. 1993, Sciarini 1996, Wernli et al. 1994), ce conflit met en jeu deux conceptions antagonistes de l'identité suisse.² L'examen de la saillance de ce clivage dans des domaines *a priori* moins directement liés aux valeurs fondamentales de l'identité suisse constitue un objectif majeur de ce livre.

Fort dissemblables du point de vue de leurs fondements théoriques, les trois approches précitées (postmatérialisme, nouvel individualisme, ouverture-traditions) convergent néanmoins sur deux points. Premièrement, toutes trois fondent – au moins implicitement – leur démarche sur l'hypothèse que "l'espace politique", c'est-à-dire l'espace dans lequel s'affrontent les partis politiques, est essentiellement structuré par deux dimensions de valeurs politiques. Dans cette optique, la "nouvelle" opposition de valeurs, par exemple entre valeurs matérialistes et postmatérialistes, viendrait s'ajouter à la dimension politique "traditionnelle", le plus souvent représentée par le conflit gauche-droite relatif au rôle de l'Etat et du marché dans la gestion de l'économie (interventionnisme étatique versus libre-marché). Deuxièmement, les trois approches ont en commun de considérer que les changements de valeurs n'affectent pas tous les individus de la même manière, mais s'enracinent au contraire dans un contexte socio-structurel spécifique. A titre d'exemple, l'accès à l'éducation supérieure – plus large qu'autrefois mais toujours fortement sélectif – détermine dans une large mesure le processus de placement social. D'où l'hypothèse selon laquelle les différences de niveau d'éducation seraient à l'origine d'un conflit entre les "gagnants" (ceux disposant de ressources culturelles suffisantes) et les "perdants" (ceux privés de telles ressources) du processus de modernisation/globalisation (Esping-Andersen 1995, Kriesi 1995).

1. Définition des valeurs et clivages politiques

Le concept de valeurs revêt des significations très variées dans la littérature. Un des seuls points sur lequel il existe une certaine unité de vue tient à la conception des "valeurs" en tant que *prédisposition à agir*. C'est également le sens que nous lui donnons dans ce livre. Nous partons en effet de l'idée que les valeurs influencent les attitudes et les comportements des individus. Selon cette conception, connaître les "valeurs politiques" d'un individu permet dans une certaine mesure d'anticiper ses comportements politiques futurs. Toutefois, nous n'allons pas

jusqu'à postuler que les valeurs déterminent de manière directe et univoque les attitudes et les comportements. Comme de nombreux autres auteurs (notamment Inglehart 1990, Rokeach 1976, Van Deth 1995), nous adoptons une position plus nuancée, selon laquelle une valeur prédispose à une certaine attitude ou à un certain comportement, sans nécessairement y conduire. La définition d'un clivage politique sur laquelle reposent les analyses présentées dans ce livre est empruntée à Bartolini et Mair (1990: 212s). Selon ces deux auteurs, un clivage politique existe si (et seulement si) trois composantes sont présentes simultanément dans la société:

- une composante *empirique-structurelle*, qui suppose l'existence d'une division sociale qui produit des groupes distincts et "objectivement" identifiables dans la société, que ce soit en termes de classe, de religion, de langue, d'intérêts économiques, etc. ;
- une composante *subjective-normative*, qui renvoie à l'ensemble des *valeurs et représentations* symboliques qui modèlent l'*identité* et les *attitudes* des acteurs sociaux impliqués par l'existence du clivage, c'est-à-dire un ensemble de valeurs et croyances qui soit commun et propre aux membres d'un groupe, et qui les distingue des autres segments de la société ;
- une composante *organisationnelle-politique*, qui suppose l'*organisation de la division sociale* par des institutions ou des organisations, tels que des partis politiques, des syndicats, des mouvements sociaux, etc.

Selon cette définition, un clivage politique se développe initialement sur la base d'une division sociale, condition structurelle à l'émergence d'une identité de groupe. Cependant, l'existence d'une base structurelle et d'une composante normative ne garantit pas encore l'affirmation d'un clivage politique; une division sociale ou culturelle peut être structurellement et normativement observable, mais susciter une mobilisation politique très limitée. On dit dans ce cas que le clivage reste "latent". Il se transforme en clivage politique seulement s'il est "politisé", c'est-à-dire "articulé" politiquement par des organisations.

Pour Bartolini et Mair (1990), seules les études qui se penchent sur les trois composantes d'un clivage simultanément sont à même d'évaluer sérieusement l'existence d'un clivage et son évolution dans le temps, étant entendu que les trois composantes peuvent fort bien varier indépendamment les unes des autres. En outre, selon une hypothèse complémentaire avancée par certains auteurs (notamment Kriesi et al 1995), la formation d'un nouveau clivage politique dépend de la force des clivages traditionnels existants: plus ces derniers sont saillants et peu pacifiés, et moins de nouveaux clivages vont pouvoir se manifester; inversement, plus les clivages traditionnels sont pacifiés, et plus des nouveaux types de conflits peuvent venir occuper le "vide politique" ainsi créé. Si cette hypothèse est vraie, la Suisse constitue *a priori* un terreau fertile pour l'affirmation – et donc pour l'étude – des nouveaux clivages. En effet, les quatre grands clivages qui ont dominé les sociétés d'Europe occidentale dans le passé (le clivage religieux, le clivage ville-campagne, le clivage de classe et le clivage centre-périphérie; voir Rokkan 1970) ont perdu une bonne partie de leur acuité, dans la politique suisse.

Ainsi, si le clivage religieux a pendant longtemps marqué de son empreinte la vie politique suisse (Lijphart 1979), il a entre-temps été largement pacifié et joue notamment un rôle marginal dans l'orientation du comportement électoral (Trechsel 1995). De même, s'il dominait la politique européenne au 19^e siècle, le clivage ville-campagne a perdu une grande partie de sa signification, ceci sous l'effet conjoint du déclin de la population paysanne et du soutien étatique dont elle a bénéficié. Quant au clivage de classe, le rétrécissement de la base électorale traditionnelle du mouvement ouvrier, l'augmentation générale du niveau de vie et le développement de l'Etat-providence ont tous contribué à affaiblir son potentiel de mobilisation (Kriesi et al. 1995: 16). Reste le cas un peu particulier du clivage centre-périphérie: motivé par la défense identitaire (linguistique, typiquement) de la périphérie contre les velléités homogénéisantes de l'Etat central, ce clivage a toujours été considéré comme relativement peu saillant en Suisse. Ceci tient en bonne partie à